



Communiqué de l'UNSA Éducation et de ses syndicats A&I-UNSA, UNSA ITRF.BI.O et Sup'Recherche UNSA

Universités : non, M. Salzmann, l'autonomie n'est pas l'indépendance !

L'UNSA Éducation et ses syndicats A&I-UNSA, Sup'Recherche-UNSA, UNSA ITRF.BI.O ont pris connaissance d'un entretien à l'AEF (*dépêche n°493135 du 12/01/2015*) du président de la Conférence des présidents d'université (CPU), monsieur Jean-Loup Salzmann, revendiquant, au nom de l'autonomie, la suppression de la Direction générale des ressources humaines (DGRH) du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MENESR) et son rattachement comme simple service de la DGESIP (Direction générale de l'Enseignement supérieur et de insertion professionnelle) qui deviendrait, de fait, l'équivalent d'une simple *direction générale des collectivités universitaires*.

Une telle situation méconnaît totalement la réalité de la gestion des corps de fonctionnaires de l'État présents sur l'ensemble du périmètre ministériel. Elle ne peut traduire qu'une seule volonté, celle de faire sortir les personnels des universités du champ de la Fonction publique de l'État.

Cette déclaration fait suite aux propositions de modifications du statut des enseignants-chercheurs que la CPU a fait connaître en décembre 2014. En effet, elle préconise la suppression de la qualification par le Conseil national des universités (CNU) et la subordination de la durée du temps de travail, de la carrière, de la promotion et des primes à la stratégie des établissements.

La CPU veut « *faire entrer l'autonomie dans les faits et dans les têtes. L'esprit de l'autonomie doit pénétrer au plus profond de l'État* ». Elle tente de détricoter méthodiquement les statuts nationaux des enseignants-chercheurs, des personnels administratifs, techniques et des bibliothèques (BIATSS).

L'UNSA Éducation dénonce depuis plusieurs mois une tendance forte des universités, sous l'impulsion de leurs présidents, à confondre l'autonomie et l'indépendance en réinventant des procédures qui mettent à mal les règlements ou statuts nationaux.

L'UNSA Éducation et ses syndicats nationaux Sup'Recherche-UNSA, A&I-UNSA et UNSA ITRF.BI.O exigent de la CPU le retrait public de sa proposition provocatrice relative à la suppression de la DGRH. L'UNSA Éducation rappelle également son attachement au strict respect du principe d'indépendance des enseignants-chercheurs. Surtout, l'UNSA Éducation et ses syndicats nationaux s'opposeraient à toute initiative qui conduirait à la dissolution du service public national de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

L'UNSA Éducation et ses syndicats Sup'Recherche-UNSA, A&I-UNSA et UNSA ITRF.BI.O demandent à la ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de réaffirmer les principes de la Fonction publique de l'État dans l'ensemble du périmètre ministériel dont elle a la charge, au moment où le gouvernement a ouvert les discussions sur l'avenir de la Fonction publique (parcours professionnels, carrières, rémunérations).

IVRY, le 15 janvier 2014

Laurent ESCURE

Secrétaire général de l'UNSA Éducation

Stéphane LEYMARIE
Secrétaire général
de Sup'Recherche-UNSA

Jean-Yves ROCCA
Secrétaire général
d'A&I-UNSA

Martine SAMAMA
Secrétaire générale
d'UNSA ITRF.BI.O